

**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS  
ANNEE 2018**

**Entre :**

**- le MINISTERE DES SPORTS  
représenté par la directrice des sports,  
désigné ci-dessous par le ministère**

**et**

**- la FEDERATION FRANÇAISE DE KARATE ET DISCIPLINES ASSOCIEES  
représentée par son président, Monsieur Francis DIDIER  
désignée ci-dessous par la fédération,**

*N° SIRET : 30495185800048*

Il est convenu ce qui suit :

**PREAMBULE**

Considérant que les conventions d'objectifs passées entre le ministère et les fédérations sportives constituent l'un des modes d'expression privilégiés du partenariat qui lie l'Etat et le mouvement sportif.

Considérant que le ministère est, entre autres, chargé de promouvoir le développement du sport de haut niveau et de la haute performance sportive.

Considérant que la présente convention s'inscrit dans le cadre de cette politique publique.

**ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, la fédération s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique, le ou les plans d'actions relatif(s) à la promotion du développement du sport de haut niveau et de la haute performance sportive à décliner afin :

- d'établir une stratégie visant la haute performance sportive :
  - par la préparation des élites pour les Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo ;
  - par la formation et la préparation de la relève pour les Jeux olympiques et paralympiques de Paris ;
  - par la progression du rang mondial de la France ;
- de favoriser l'insertion professionnelle et la reconversion des sportifs de haut niveau ;
- de garantir l'intégrité des sportifs et protéger leur santé.



## **ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Les montants indiqués à l'article 3 feront l'objet d'un engagement financier annuel.

En cas de non réalisation des plans d'action dans le délai, le ministère se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention à la fédération.

Durant cette période, la fédération s'engage à notifier au ministère tout retard pris dans la mise en œuvre du ou des plans d'actions, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

## **ARTICLE 3 - CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE**

Au titre de l'année 2018, le ministère alloue à la fédération une contribution financière de **516 336 € dont :**

- 475 000 € pour le développement du sport de haut niveau,
- 41 336 € pour la surveillance médicale réglementaire et l'encadrement sanitaire et médical des équipes de France.

Par ailleurs, il convient ~~d'ajouter à cette subvention 135 000 €~~ concernant les aides personnalisées (toutes charges comprises) aux sportifs de haut niveau de la fédération dont la gestion est confiée au Comité national olympique et sportif français (CNOSF). Le CNOSF est chargé d'en assurer le versement aux sportifs, conformément aux indications de la fédération, laquelle s'engage à respecter les orientations fixées en ce domaine par le ministère.

Au total, pour l'année 2018, l'administration contribue financièrement pour un montant de **651 336 €** pour la promotion du développement du sport de haut niveau.

## **ARTICLE 4 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE**

Le ministère procédera au paiement de 50 % du montant de la contribution financière précisée à l'article 3, hors aides personnalisées, après la signature de toutes les parties prévues à la convention.

Le solde sera versé à la réception des justificatifs mentionnés à l'article 6 de la présente convention.

La subvention est imputée sur les crédits du programme ministériel « Sport », n°219.

La contribution financière sera créditée au compte de la fédération selon les procédures comptables en vigueur.

L'ordonnateur de la dépense est le ministère.

Le comptable assignataire est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel auprès du ministère des sports.

## **ARTICLE 5 - REVERSEMENT**

Il est interdit de reverser, sous forme de subvention, tout ou partie du présent financement à un tiers (personne moral ou physique). Il n'y a pas reversement lorsque la fédération rémunère un organisme tiers pour des prestations qu'elle souhaite mettre en œuvre dans le cadre du ou des projet(s) financé(s).

## **ARTICLE 6 - JUSTIFICATIFS**

La fédération s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Ce compte rendu retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du ou des projet(s) présentés et définis d'un commun accord entre le ministère et la fédération.

- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;

- le rapport d'activité ;

- l'alimentation du dossier annuel de la fédération sur le Portail des Fédérations Sportives (et l'actualisation, au tant que de besoin, des documents de référence).

## **ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS**

La fédération communique sans délai au ministère :

- la copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association, ou informe de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le Répertoire National des Fédérations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire ;

- le procès-verbal présenté à l'assemblée générale annuelle ;

- la copie des comptes des filiales éventuelles de la fédération ;

- le règlement financier adopté par l'instance dirigeante de la fédération, ainsi que toute modification à ce règlement ;

- la copie des contrats et conventions d'un montant supérieur à 150 000 euros susceptibles de générer des variations dans l'évolution des dépenses et des recettes du budget fédéral ;

- tout autre document ou prérequis.

La fédération s'engage à utiliser, conformément à la charte graphique, le logo du ministère dans tous les documents de communication produits dans le cadre de la convention.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par la fédération, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer le ministère sans délai.

#### **ARTICLE 8 - SANCTIONS**

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et de retard des conditions d'exécution de la convention par la fédération sans l'accord écrit du ministère, celui-ci peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant.

A défaut de production des justificatifs prévus à l'article 6 de la présente convention, le ministère émettra un ordre de remboursement de la totalité du montant de la contribution financière versée et la présente convention sera résiliée de plein droit dans les conditions prévues à l'article 12.

#### **ARTICLE 9 - ÉVALUATION**

Le ministère procède, conjointement avec la fédération, à l'évaluation des conditions de réalisation du ou des projets auquel il a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1 et sur l'impact du ou des projets au regard de l'intérêt général et des orientations précisées en préambule de la présente convention.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention sera subordonnée à l'établissement de cette évaluation.

#### **ARTICLE 10 - CONTROLES DE L'ADMINISTRATION**

Le ministère contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du ou des projet(s).

Le ministère peut exiger le remboursement de la quote-part équivalente de la contribution financière.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur pièces et sur place peut être réalisé par le ministère, ou par un prestataire mandaté par elle, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 9 ou dans le cadre du contrôle financier annuel.

La fédération s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

## ARTICLE 11 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le ministère et la fédération. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## ARTICLE 12 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse<sup>1</sup>.

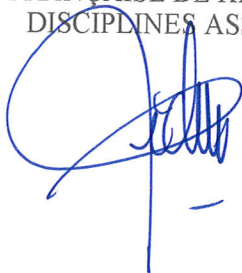
## ARTICLE 13 - REGLEMENT DES CONFLITS

Tout litige résultant de la présente convention, ou à l'occasion de l'interprétation de ses dispositions, fera l'objet d'une recherche de conciliation.

En cas de désaccord persistant, le tribunal administratif de Paris sera saisi.

Fait à Paris le 16 FEV. 2010

LE PRESIDENT DE LA FEDERATION  
FRANCAISE DE KARATE ET  
DISCIPLINES ASSOCIEES



LA DIRECTRICE DES SPORTS

Pour la directrice des sports  
L'adjointe à la directrice des sports,  
Chef de service

Nathalie CUVILLIER

15/02/2010  
DANS CHORUS PAR LE  
CONTROLEUR BUDGETAIRE ET  
COMPTABLE MINISTERIEL  
N° EJ 21.02342345

<sup>1</sup> La résiliation du contrat pour motif d'intérêt général ouvrant par ailleurs droit à indemnité est un principe général de droit des contrats administratifs. Il fait l'objet d'une jurisprudence constante : Conseil d'Etat du 2 mai 1958, affaire commune de Magnac-Laval. Elle s'applique d'office sans qu'il y ait lieu de la mentionner.



SOCIETE GENERALE

RELEVÉ D'IDENTIFICATION BANCAIRE

Titulaire du FFKDA

Compte : PORTE D'ORLEANS

39 RUE BARBES

92120 MONTRouGE

Domiciliation PARIS SAINT MICHEL

(03085)

Identification nationale (RIB)

30003

03850

00037263221

35

Code Banque

Code Guichet

Numéro de Compte

Clé RIB

Identification Internationale (IBAN)

FR76 30003 03850 00037263221 35

Identifiant International de la Banque (BIC)

SOGEFRPP

*Pour faciliter les règlements p  
utilisez les Relevés d'Id*

